



**Communauté de Communes  
de la Région d'Audruicq**

**RAPPORT D'ORIENTATIONS  
BUDGETAIRES 2018**

# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Préambule .....</b>   | <b>3</b>  |
| <b><u>1.</u> Le contexte des finances publiques pour le budget 2018 - Source « Loi de finances pour 2018 » .....</b> | <b>3</b>  |
| <b><u>2.</u> Les impacts de la loi de finances pour 2018 sur les équilibres de la CCRA .....</b>                     | <b>4</b>  |
| <b><u>3.</u> Les grands équilibres financiers de la CCRA.....</b>  | <b>6</b>  |
| <u>3.1.</u> Section de fonctionnement .....  | 6         |
| <u>3.2.</u> Section d'investissement de 2015 à 2017, par budget : .....  | 12        |
| <u>3.3.</u> Capital Restant Dû des emprunts (CRD) .....  | 13        |
| <b><u>4.</u> Les orientations pour l'année 2018 et les projets structurants pour l'avenir .....</b>                  | <b>14</b> |
| Contexte budgétaire et institutionnel .....  | 14        |
| <b>5 Annexe .....</b>  | <b>17</b> |

# Préambule

## Le Débat d'Orientation Budgétaire 2018

**La préparation du budget s'ouvre par le Débat d'orientation budgétaire (DOB)**, il s'agit d'une formalité substantielle à l'adoption du budget, conformément aux articles L.2312-1 et suivants du Code Général des Collectivités Locales.

Celui-ci doit faire l'objet d'une délibération dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget.

En termes de contenu, **il vise à permettre au Conseil Communautaire de débattre sur les orientations générales du budget primitif** (au moyen d'éléments de prospective, investissements projetés, niveau d'endettement, évolution des taux de fiscalité, etc.) **pour l'exercice mais également sur les engagements pluriannuels envisagés.**

Au-delà de l'obligation légale, c'est également l'occasion pour le Conseil communautaire de déterminer sa stratégie financière au regard des priorités de la Communauté de Communes, et de faire le point sur sa situation budgétaire en procédant à d'éventuelles modifications au regard du/des budget(s) précédent(s).

Enfin, **l'article 107 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République** (NOTRe) prévoit de nouvelles obligations relatives à la présentation et à l'élaboration des budgets locaux. Ces nouvelles dispositions sont prises en considération dans le présent document.

## Le Rapport d'Orientation Budgétaire

Dans les collectivités concernées par l'obligation d'organiser un débat d'orientation budgétaire, l'exécutif doit désormais présenter **un rapport** dont le menu est désormais très précisément défini par un décret.

Un décret paru le 26 juin 2016 au Journal officiel précise le contenu, ainsi que les modalités de transmission et de publication du rapport d'orientation budgétaire que la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a instauré pour les communes de 3.500 habitants et plus, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre comportant au moins une commune de 3.500 habitants et plus, les départements et les régions.

Le gouvernement avait proposé l'élaboration de ce rapport pour renforcer la transparence financière des plus grandes collectivités à l'égard des citoyens et de leur assemblée délibérante, cette dernière étant ainsi éclairée pour prendre des décisions dans un contexte de "maîtrise des finances publiques".

Les obligations liées à ce rapport sont renforcées pour les communes de plus de 10.000 habitants, les EPCI à fiscalité propre de plus de 10.000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3.500 habitants et plus, les départements et les régions.

## 1. Le contexte des finances publiques pour le budget 2018 - Source « Loi de finances pour 2018 »

La loi de finances pour 2018 s'inscrit dans un contexte d'amélioration de la situation économique française, une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,7% étant attendue en 2017 et 2018 – contre + 0,8% en moyenne entre 2012 et 2016. Pour autant, la croissance française demeure en-deçà de la moyenne européenne (1,9% en moyenne en 2017 et 2018 dans l'UE).

3 objectifs majeurs seront conduits :

- Le redressement durable des comptes publics par la baisse de la dépense publique,

- L'amélioration de la sincérité du budget,
- La transformation en profondeur des politiques publiques.



## 2. Les impacts de la loi de finances pour 2018 sur les équilibres de la CCRA

La loi de finances pour 2018 prévoit de nombreuses dispositions concernant le bloc communal, notamment la taxe d'habitation, le FPIC et les communes nouvelles. La réforme de la DGF, proposée par les deux dernières lois de finances, n'est pas à l'ordre du jour.

La loi de finances ne contient pas de dispositions visant à appliquer une nouvelle contribution pour le redressement des finances publiques, en 2018. Par ailleurs, la loi de programmation des finances publiques sur la période 2018/2022 propose de nombreuses mesures concernant la participation des collectivités locales à l'effort de réduction du déficit de l'Etat (contractualisation, ratios de dette, etc...). Enfin, des enveloppes dédiées à l'investissement des collectivités du bloc local (DSIL et DETR) sont reconduites.

### **Dégrèvement progressif de la taxe d'habitation :**

L'article 3 de la LF 2018 prévoit un dégrèvement progressif de la TH pour environ 80% des contribuables sur la période 2018-2020. Le montant de la TH sera réduit de 30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020. L'Etat remboursera ses dégrèvements aux communes et aux EPCI dans la limite des taux et des abattements en vigueur pour les impositions de 2017. Les éventuelles augmentations de taux ou diminutions/suppressions d'abattements étant supportées par les contribuables. La LF 2018 précise que le taux global de TH qui sera maintenu pour les compensations comprend le taux des taxes spéciales d'équipement additionnelles à la TH ainsi que celui de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

### **La Dotation d'intercommunalité**

Elle n'est pas modifiée dans le cadre de la LF 2018, aucune contribution pour le redressement des finances publiques ne s'appliquera.

### **Le FPIC**

L'article 61 prévoit le maintien du FPIC à hauteur d'1 milliard d'euros à compter de 2018. Le texte prévoit une hausse du fonds à hauteur de 2% de l'ensemble des recettes fiscales du bloc communal, soit 1,2 Md'€ à compter de 2018.

### **Exonération de la cotisation minimum de CFE des redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 000 € :**

La cotisation foncière des entreprises (CFE) est affectée aux communes et aux EPCI qui en déterminent le taux par délibération. Elle est assise sur la valeur locative foncière des biens dont les redevables disposent pour leur activité professionnelle.

Parmi les 2,7 millions de redevables imposés à la CFE 2015 sur la base minimum, soit les 2/3 des redevables de la CFE, près d'un million réalisent un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 000 €.

Ces contribuables sont désormais exonérés du paiement de la taxe ainsi que du paiement des droits additionnels afférents à la CFE pour le financement des chambres consulaires (taxes additionnelles pour frais de chambre de commerce et d'industrie et pour frais de chambre de métiers et de l'artisanat).

Ce dispositif est applicable à compter de 2019.

La compensation de l'exonération sera égale, chaque année et pour chaque commune ou EPCI, **au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant de l'exonération par le taux de CFE appliqué en 2018** dans la commune ou l'EPCI.



### **Automatisation du FCTVA**

L'article 58 de la LF 2018 prévoit qu' "*à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sont déterminées dans le cadre d'une procédure de traitement automatisé des données budgétaires et comptables*".

Il donne également une liste limitative de dépenses qui seront exclues du processus d'automatisation ; ces dépenses, dont l'éligibilité sera maintenue, continueront d'être traitées de manière non automatisée. Il s'agit de dépenses d'investissement impliquant des pièces complémentaires ou imputées sur des comptes qui ne sont pas identifiés comme éligibles au FCTVA. (Ces dépenses sont les suivantes : les opérations réalisées sur des biens dont les collectivités n'ont pas la propriété, pour des travaux d'intérêt général ou d'urgence ; les travaux sur le domaine public fluvial de l'Etat ; les travaux sur les immeubles du domaine relevant du Conservatoire du Littoral ; les subventions d'équipement au profit de la société du Canal Seine-Nord-Europe)

### **Les différentes mesures fiscales :**

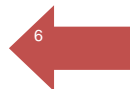
- Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR)  
La DETR, qui subventionne les investissements des communes et groupements situés en milieu rural, sera maintenue à son niveau de 2017, soit 996 M€.
- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)  
La DSIL instituée en faveur des communes et des EPCI est pérennisée et désormais inscrite à l'article L2334-42 du CGCT. Son montant s'élèvera à 665 M€ en 2018.

### **Les mesures fiscales :**

La loi de finances pour 2017 a modifié le dispositif de revalorisation des valeurs locatives qui s'effectuait par amendement pendant l'examen de la loi de finances. A compter de 2018, la revalorisation des valeurs locatives sera liée à l'inflation constatée (si celle-ci est positive) et portera sur les terrains non bâtis, les locaux d'habitation, les locaux industriels, etc., à l'exception des locaux professionnels qui feront l'objet d'une revalorisation annuelle sur la base des loyers annuels déclarés chaque année par les occupants. Cependant, s'agissant de la revalorisation des valeurs locatives des locaux professionnels au titre de 2018 (révision entrée en vigueur en 2017), l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 2017 propose de différer au 1<sup>er</sup> janvier 2019 la mise à jour permanente des tarifs. **Ainsi, pour l'année 2018, les valeurs locatives des locaux professionnels seront revalorisées comme les autres locaux, c'est-à-dire en fonction de l'inflation constatée en 2017.**

L'article 2 de la LF 2018 prévoit d'indexer les tranches de revenus du barème de l'impôt sur le revenu ainsi que les seuils qui lui sont associés comme l'évolution de l'indice des prix hors tabac de 2017 par rapport à 2016, soit 1%.

## 3. Les grands équilibres financiers de la CCRA



### 3.1. Section de fonctionnement

Les tableaux ci-dessous permettent de constater l'évolution des charges réelles et recettes réelles de fonctionnement, par budget (principal et annexes).

La CCRA est dotée depuis l'origine d'un budget général et d'un budget annexe concernant la compétence des déchets ménagers (OM). Progressivement, d'autres budgets se sont ajoutés :

- Le budget assainissement depuis 2009 qui concernait la compétence de l'assainissement non collectif, complété depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, de la compétence de l'assainissement collectif.
- Le budget GEMAPI depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

En voici ci-dessous le détail :

| BUDGET PRINCIPAL                              | 2014               | 2015               | 2016               | 2017               |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| charges à caractère général                   | 721 631 €          | 682 866 €          | 666 398 €          | 688 379 €          |
| charge de personnel                           | 1 234 063 €        | 1 300 505 €        | 1 262 185 €        | 1 423 814 €        |
| atténuation de produits                       | 239 905 €          | 237 812 €          | 237 812 €          | 237 812 €          |
| autres charges de gestion courante            | 816 224 €          | 824 340 €          | 810 524 €          | 795 219 €          |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b> | <b>3 011 823 €</b> | <b>3 045 524 €</b> | <b>2 976 919 €</b> | <b>3 145 224 €</b> |
| charges financières                           | 50 220 €           | 51 893 €           | 60 186 €           | 55 368 €           |
| charges exceptionnelles                       | 2 911 €            | 4 584 €            | 4 017 €            | 5 671 €            |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCT</b>     | <b>3 064 954 €</b> | <b>3 102 001 €</b> | <b>3 041 122 €</b> | <b>3 206 262 €</b> |
|   | <b>2014</b>        | <b>2015</b>        | <b>2016</b>        | <b>2017</b>        |
| atténuation de charges                        | 119 055 €          | 102 240 €          | 99 188 €           | 69 031 €           |
| produits des services, du domaine, des ventes | 165 434 €          | 144 197 €          | 238 989 €          | 377 583 €          |
| impôts et taxes                               | 1 923 426 €        | 2 078 667 €        | 2 579 438 €        | 2 602 640 €        |
| dotations et participations                   | 1 146 742 €        | 1 071 856 €        | 983 026 €          | 971 957 €          |
| autres produits de gestion courante           | 6 046 €            | 6 060 €            | 6 100 €            | 6 300 €            |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>     | <b>3 360 703 €</b> | <b>3 403 020 €</b> | <b>3 906 741 €</b> | <b>4 027 511 €</b> |
| produits exceptionnels                        | 11 796 €           | 8 580 €            | 11 055 €           | 65 537 €           |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCT</b>    | <b>3 372 499 €</b> | <b>3 411 599 €</b> | <b>3 917 796 €</b> | <b>4 093 048 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                          | <b>307 545 €</b>   | <b>309 598 €</b>   | <b>876 674 €</b>   | <b>886 785 €</b>   |

| BUDGET OM                                     | 2014                  | 2015                  | 2016                  | 2017                  |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| charges à caractère général                   | 3 148 704,00 €        | 3 174 276,00 €        | 3 313 834,00 €        | 3 381 473,00 €        |
| charge de personnel                           | 67 937,00 €           | 48 291,00 €           | 50 235,00 €           | 81 609,00 €           |
| atténuation de produits                       |                       |                       |                       | - €                   |
| autres charges de gestion courante            | 15 816,00 €           | 38 543,00 €           | 22 154,00 €           | 66 057,00 €           |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b> | <b>3 232 457,00 €</b> | <b>3 261 110,00 €</b> | <b>3 386 223,00 €</b> | <b>3 529 139,00 €</b> |
| charges financières                           | 15,00 €               | 4,00 €                | 3,00 €                |                       |
| charges exceptionnelles                       | 14 851,00 €           | 9 749,00 €            | 16 602,00 €           | 24 770,00 €           |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCT</b>     | <b>3 247 323,00 €</b> | <b>3 270 863,00 €</b> | <b>3 402 828,00 €</b> | <b>3 553 909,00 €</b> |
|   | <b>2014</b>           | <b>2015</b>           | <b>2016</b>           | <b>2017</b>           |
| atténuation de charges                        |                       |                       |                       | - €                   |
| produits des services, du domaine, des ventes | 3 146 416,00 €        | 2 996 680,00 €        | 3 179 203,00 €        | 3 182 953,00 €        |
| subventions d'exploitation                    | 376 201,00 €          | 277 943,00 €          | 329 014,00 €          | 328 127,00 €          |
| autres produits de gestion courante           |                       |                       |                       | - €                   |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>     | <b>3 522 617,00 €</b> | <b>3 274 623,00 €</b> | <b>3 508 217,00 €</b> | <b>3 511 080,00 €</b> |
| produits exceptionnels                        | 4 982,00 €            | 2 545,00 €            | 3 048,00 €            | 2 536,00 €            |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCT</b>    | <b>3 527 599,00 €</b> | <b>3 277 168,00 €</b> | <b>3 511 265,00 €</b> | <b>3 513 616,00 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                          | <b>280 276 €</b>      | <b>6 305 €</b>        | <b>108 437 €</b>      | <b>40 293 €</b>       |

| <b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b>                          | <b>2014</b>        | <b>2015</b>        | <b>2016</b>         | <b>2017</b>           |
|---|--------------------|--------------------|---------------------|-----------------------|
| charges à caractère général                           | 18 904,00 €        | 26 946,00 €        | 37 076,00 €         | 202 403,00 €          |
| charge de personnel                                   | 12 830,00 €        | 7 812,00 €         | 27 325,00 €         | 158 862,00 €          |
| atténuation de produits                               |                    |                    |                     | - €                   |
| autres charges de gestion courante                    |                    |                    |                     | - €                   |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b>         | <b>31 734,00 €</b> | <b>34 758,00 €</b> | <b>64 401,00 €</b>  | <b>361 265,00 €</b>   |
| charges financières                                   |                    |                    |                     | 109 979,00 €          |
| charges exceptionnelles                               |                    | 44 160,00 €        | 42 341,00 €         | 80 690,00 €           |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCT</b>             | <b>31 734,00 €</b> | <b>78 918,00 €</b> | <b>106 742,00 €</b> | <b>551 934,00 €</b>   |
|   | <b>2014</b>        | <b>2015</b>        | <b>2016</b>         | <b>2017</b>           |
| atténuation de charges                                |                    |                    |                     | - €                   |
| vente de produits fabriqué, prestations de service... | 30 324,00 €        | 38 874,00 €        | 64 813,00 €         | 629 282,47 €          |
| subventions d'exploitation                            |                    | 47 454,00 €        | 47 157,00 €         | 141 943,00 €          |
| autres produits de gestion courante                   | 281,00 €           |                    |                     | 3 819,00 €            |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>             | <b>30 605,00 €</b> | <b>86 328,00 €</b> | <b>111 970,00 €</b> | <b>775 044,47 €</b>   |
| produits exceptionnels                                |                    |                    | 147,00 €            | 505 259,00 €          |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCT</b>            | <b>30 605,00 €</b> | <b>86 328,00 €</b> | <b>112 117,00 €</b> | <b>1 280 303,47 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                                  | <b>- 1 129 €</b>   | <b>7 410 €</b>     | <b>5 375 €</b>      | <b>728 369 €</b>      |

| <b>BUDGET GEMAPI</b>                          | <b>2014</b> | <b>2015</b> | <b>2016</b>         | <b>2017</b>         |
|---|-------------|-------------|---------------------|---------------------|
| charges à caractère général                   |             |             | 715,00 €            | 2 461,00 €          |
| charge de personnel                           |             |             | 72 394,00 €         | 67 779,00 €         |
| atténuation de produits                       |             |             |                     |                     |
| autres charges de gestion courante            |             |             | 203 806,00 €        | 340 062,00 €        |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b> |             |             | <b>276 915,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> |
| charges financières                           |             |             |                     |                     |
| charges exceptionnelles                       |             |             |                     |                     |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCT</b>     |             |             | <b>276 915,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> |
|   | <b>2014</b> | <b>2015</b> | <b>2016</b>         | <b>2017</b>         |
| atténuation de charges                        |             |             |                     |                     |
| produits des services, du domaine, des ventes |             |             |                     |                     |
| impôts et taxes                               |             |             | 366 114,00 €        | 427 124,00 €        |
| dotations et participations                   |             |             |                     |                     |
| autres produits de gestion courante           |             |             |                     |                     |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>     |             |             | <b>366 114,00 €</b> | <b>427 124,00 €</b> |
| produits exceptionnels                        |             |             |                     |                     |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCT</b>    |             |             | <b>366 114,00 €</b> | <b>427 124,00 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                          | <b>- €</b>  | <b>- €</b>  | <b>89 199 €</b>     | <b>16 822 €</b>     |

Les compétences de la CCRA ne s'exercent pas toutes de la même manière (régie ou appel à un prestataire). Il semblait donc intéressant d'établir les comparaisons entre 2014 et 2017, tous budgets confondus. Il en ressort les éléments suivants :

| EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (TOUS BUDGETS) DE 2014 à 2017                  |                    |                 |                    |                 |                    |                 |                    |                 |
|---|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|
|   | 2014               | % / dép réelles | 2015               | % / dép réelles | 2016               | % / dép réelles | 2017               | % / dép réelles |
| charges à caractère général   | 3 889 239 €        | 61,31%          | 3 884 088 €        | 60,20%          | 4 018 023 €        | 58,85%          | 4 274 716 €        | 55,35%          |
| charge de personnel   | 1 314 830 €        | 20,73%          | 1 356 608 €        | 21,03%          | 1 412 139 €        | 20,68%          | 1 732 064 €        | 22,43%          |
| atténuation de produits   | 239 905 €          | 3,78%           | 237 812 €          | 3,69%           | 237 812 €          | 3,48%           | 237 812 €          | 3,08%           |
| autres charges de gestion courante  | 832 040 €          | 13,12%          | 862 883 €          | 13,37%          | 1 036 484 €        | 15,18%          | 1 201 338 €        | 15,56%          |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b>   | <b>6 276 014 €</b> |                 | <b>6 341 392 €</b> |                 | <b>6 704 458 €</b> |                 | <b>7 445 930 €</b> |                 |
| charges financières   | 50 235 €           | 0,79%           | 51 897 €           | 0,80%           | 60 189 €           | 0,88%           | 165 347 €          | 2,14%           |
| charges exceptionnelles   | 17 762 €           | 0,28%           | 58 493 €           | 0,91%           | 62 960 €           | 0,92%           | 111 131 €          | 1,44%           |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCT</b>   | <b>6 344 011 €</b> |                 | <b>6 451 782 €</b> |                 | <b>6 827 607 €</b> |                 | <b>7 722 407 €</b> |                 |
|   |                    |                 |                    |                 |                    |                 |                    |                 |
| EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (TOUS BUDGETS) DE 2014 à 2017                  |                    |                 |                    |                 |                    |                 |                    |                 |
|   | 2014               | % / dép réelles | 2015               | % / dép réelles | 2016               | % / dép réelles | 2017               | % / dép réelles |
| atténuation de charges  | 119 055 €          | 1,72%           | 99 188 €           | 1,46%           | 99 188 €           | 1,32%           | 69 031 €           | 0,78%           |
| impôts, taxes, dotations, participations, produits des services, du domaine, des ventes | 6 412 342 €        | 92,52%          | 6 330 274 €        | 93,48%          | 7 045 469 €        | 93,43%          | 7 764 416 €        | 87,37%          |
| subventions d'exploitation  | 376 201 €          | 5,43%           | 325 397 €          | 4,81%           | 376 171 €          | 4,99%           | 470 070 €          | 5,29%           |
| autres produits de gestion courante   | 6 327 €            | 0,09%           | 6 060 €            | 0,09%           | 6 100 €            | 0,08%           | 10 119 €           | 0,11%           |
| <b>GESTION COURANTE</b>   | <b>6 913 925 €</b> |                 | <b>6 760 918 €</b> |                 | <b>7 526 928 €</b> |                 | <b>8 313 636 €</b> |                 |
| produits exceptionnels  | 16 778 €           | 0,24%           | 11 125 €           | 0,16%           | 14 250 €           | 0,19%           | 573 332 €          | 6,45%           |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCT</b>  | <b>6 930 703 €</b> |                 | <b>6 772 043 €</b> |                 | <b>7 541 178 €</b> |                 | <b>8 886 967 €</b> |                 |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>  | <b>586 692 €</b>   |                 | <b>320 261 €</b>   |                 | <b>713 571 €</b>   |                 | <b>1 164 560 €</b> |                 |

L'analyse de la section de fonctionnement laisse apparaître une progression tant des dépenses que des recettes (respectivement + 22 % et + 28 % entre 2014 et 2017). L'augmentation des dépenses et des recettes en 2016 s'explique par la création du budget GEMAPI, et, de façon plus conséquente en 2017 avec l'exercice en régie de la compétence de l'assainissement collectif. En recettes, l'augmentation entre 2015 et 2016 est le fait de la création du budget GEMAPI et entre 2016 et 2017, par la reprise des excédents de fonctionnement de la commune d'Audruicq et du Syndicat Intercommunal de la Région d'Andres.

**Pour 2017, les charges réelles de fonctionnement représentent 281 € par habitant (254 € en 2014).**

**Leur évolution sur la période 2014-2017 (tous budgets) se traduit par :**

- + 31,7 % d'augmentation pour la masse salariale (+ 23 % de 2016 à 2017) qui s'explique notamment par la création de la régie de l'assainissement collectif (exploitation des stations et des réseaux, et maîtrise d'œuvre pour les projets). Pour le budget général, ces frais de personnel sont neutres, ils font l'objet d'une recette d'un même montant au chapitre des produits de service. Pour autant, en 2017, les dépenses de personnel ne représentaient que 22,50 % des dépenses réelles de fonctionnement, contre plus de 32 % pour la strate et pour les EPCI à fiscalité additionnelle ;
- + 10 % de charges à caractère général, là encore occasionnées par l'exercice de la compétence de l'assainissement collectif
- + 44 % d'autres charges de gestion courante majoritairement constituées de contributions versées à des organismes de regroupement [GEMAPI- avec notamment la participation versée à l'Institution Intercommunale des Wateringues suite au désengagement financier des Départements du Nord et du Pas-de Calais (Conséquence de la loi MAPAM)]

**La fiscalité** en 2017 s'élevait à 67 % des ressources de la Communauté (hors budgets OM et assainissement)



## Les prévisions jusque 2021

**Pour maintenir un autofinancement net positif**, tout en intégrant les dépenses inhérentes à l'augmentation des missions (PLUI, mise en place du PCAET, prestations CAPSO pour l'instruction des autorisations d'occupation des sols, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) etc...) et aux charges financières liées aux investissements et en particulier, la zone d'activité, la rénovation de la maison rurale, les travaux liés à l'écopole alimentaire, la fibre numérique, le niveau des recettes de fonctionnement devra être maintenu afin de favoriser l'autofinancement.

Il en est de même pour le budget assainissement pour lequel le recours à l'emprunt est obligatoire en fonction des décisions prises quant aux travaux à réaliser. A noter que les avances de l'Agence de l'Eau alimentent le compte 16 (emprunts) en dépenses d'investissement.

Prévisions de l'évolution des charges de fonctionnement de 2018 à 2021 :

| BUDGET PRINCIPAL                              | 2017               | 2018               | 2019               | 2020               | 2021               |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| charges à caractère général                   | 688 379 €          | 702 147 €          | 716 190 €          | 730 513 €          | 745 124 €          |
| charge de personnel                           | 1 423 814 €        | 1 520 000 €        | 1 550 400 €        | 1 910 000 €        | 1 930 000 €        |
| atténuation de produits                       | 237 812 €          | 237 812 €          | 237 812 €          | 237 812 €          | 237 812 €          |
| autres charges de gestion courante            | 795 219 €          | 811 124 €          | 827 346 €          | 843 893 €          | 860 771 €          |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICE</b>  | <b>3 145 224 €</b> | <b>3 271 082 €</b> | <b>3 331 748 €</b> | <b>3 722 218 €</b> | <b>3 773 706 €</b> |
| charges financières                           | 55 368 €           | 110 000 €          | 105 000 €          | 100 000 €          | 95 000 €           |
| charges exceptionnelles                       | 5 671 €            | 5 671 €            | 5 671 €            | 5 671 €            | 5 671 €            |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCT</b>     | <b>3 206 262 €</b> | <b>3 386 753 €</b> | <b>3 442 418 €</b> | <b>3 827 889 €</b> | <b>3 874 377 €</b> |
|   | <b>2017</b>        | <b>2018</b>        | <b>2019</b>        | <b>2020</b>        | <b>2021</b>        |
| atténuation de charges                        | 69 031 €           | 50 000 €           | 40 000 €           | 35 000 €           | 30 000 €           |
| produits des services, du domaine, des ventes | 377 583 €          | 377 583 €          | 377 583 €          | 767 000 €          | 767 500 €          |
| impôts et taxes                               | 2 602 640 €        | 2 654 693 €        | 2 707 787 €        | 2 761 942 €        | 2 817 181 €        |
| dotations et participations                   | 971 957 €          | 971 957 €          | 971 957 €          | 971 957 €          | 971 957 €          |
| autres produits de gestion courante           | 6 300 €            | 6 300 €            | 6 300 €            | 6 300 €            | 6 300 €            |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>     | <b>4 027 511 €</b> | <b>4 060 533 €</b> | <b>4 103 627 €</b> | <b>4 542 200 €</b> | <b>4 592 939 €</b> |
| produits exceptionnels                        | 65 537 €           | 65 537 €           | 65 537 €           | 65 537 €           | 65 537 €           |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCT</b>    | <b>4 093 048 €</b> | <b>4 126 070 €</b> | <b>4 169 163 €</b> | <b>4 607 736 €</b> | <b>4 658 475 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                          | <b>886 785 €</b>   | <b>739 317 €</b>   | <b>726 745 €</b>   | <b>779 847 €</b>   | <b>784 098 €</b>   |

| BUDGET OM   | 2017                  | 2018                  | 2019                  | 2020                  | 2021                  |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| charges à caractère général                         | 3 381 473,00 €        | 3 449 102,46 €        | 3 518 084,51 €        | 3 588 446,20 €        | 3 660 215,12 €        |
| charge de personnel                                 | 81 609,00 €           | 81 609,00 €           | 81 609,00 €           | 81 609,00 €           | 81 609,00 €           |
| atténuation de produits                             | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   |
| autres charges de gestion courante                  | 66 057,00 €           | 66 057,00 €           | 66 057,00 €           | 66 057,00 €           | 66 057,00 €           |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b>       | <b>3 529 139,00 €</b> | <b>3 596 768,46 €</b> | <b>3 665 750,51 €</b> | <b>3 736 112,20 €</b> | <b>3 807 881,12 €</b> |
| charges financières                                 |                       |                       |                       |                       |                       |
| charges exceptionnelles                             | 24 770,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           | 20 000,00 €           |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>  | <b>3 553 909,00 €</b> | <b>3 616 768,46 €</b> | <b>3 685 750,51 €</b> | <b>3 756 112,20 €</b> | <b>3 827 881,12 €</b> |
|   |                       |                       |                       |                       |                       |
|   | <b>2017</b>           | <b>2018</b>           | <b>2019</b>           | <b>2020</b>           | <b>2021</b>           |
| atténuation de charges                              | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   |
| produits des services, du domaine, des ventes       | 3 182 953,00 €        | 3 246 612,06 €        | 3 311 544,30 €        | 3 377 775,19 €        | 3 445 330,69 €        |
| subventions d'exploitation                          | 328 127,00 €          | 310 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          | 300 000,00 €          |
| autres produits de gestion courante                 | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>           | <b>3 511 080,00 €</b> | <b>3 556 612,06 €</b> | <b>3 611 544,30 €</b> | <b>3 677 775,19 €</b> | <b>3 745 330,69 €</b> |
| produits exceptionnels                              | 2 536,00 €            | 2 536,00 €            | 2 536,00 €            | 2 536,00 €            | 2 536,00 €            |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>3 513 616,00 €</b> | <b>3 559 148,06 €</b> | <b>3 614 080,30 €</b> | <b>3 680 311,19 €</b> | <b>3 747 866,69 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                                | <b>- 40 293 €</b>     | <b>- 57 620 €</b>     | <b>- 71 670 €</b>     | <b>- 75 801 €</b>     | <b>- 80 014 €</b>     |

| BUDGET ASSAINISSEMENT                                | 2017                  | 2018                  | 2019                  | 2020                  | 2021                  |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| charges à caractère général                          | 202 403,00 €          | 404 300,00 €          | 412 386,00 €          | 420 633,72 €          | 429 046,39 €          |
| charge de personnel                                  | 158 862,00 €          | 224 000,00 €          | 228 480,00 €          | 233 049,60 €          | 237 710,59 €          |
| atténuation de produits                              | - €                   | 110 000,00 €          | 115 000,00 €          | 120 000,00 €          | 125 000,00 €          |
| autres charges de gestion courante                   | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b>        | <b>361 265,00 €</b>   | <b>738 300,00 €</b>   | <b>755 866,00 €</b>   | <b>773 683,32 €</b>   | <b>791 756,99 €</b>   |
| charges financières                                  | 109 979,00 €          | 110 000,00 €          | 130 000,00 €          | 130 000,00 €          | 125 000,00 €          |
| charges exceptionnelles                              | 80 690,00 €           | 92 000,00 €           | 80 690,00 €           | 80 690,00 €           | 80 690,00 €           |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>   | <b>551 934,00 €</b>   | <b>940 300,00 €</b>   | <b>966 556,00 €</b>   | <b>984 373,32 €</b>   | <b>997 446,99 €</b>   |
|  |                       |                       |                       |                       |                       |
|  | <b>2017</b>           | <b>2018</b>           | <b>2019</b>           | <b>2020</b>           | <b>2021</b>           |
| atténuation de charges                               | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   |
| vente de produits fabriqués, prestations de services | 629 282,47 €          | 971 000,00 €          | 990 420,00 €          | 1 010 228,40 €        | 1 030 432,97 €        |
| subventions d'exploitation                           | 141 943,00 €          | 150 000,00 €          | 170 000,00 €          | 190 000,00 €          | 210 000,00 €          |
| autres produits de gestion courante                  | 3 819,00 €            | 3 819,00 €            | 3 819,00 €            | 3 819,00 €            | 3 819,00 €            |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>            | <b>775 044,47 €</b>   | <b>1 124 819,00 €</b> | <b>1 164 239,00 €</b> | <b>1 204 047,40 €</b> | <b>1 244 251,97 €</b> |
| produits exceptionnels                               | 505 259,00 €          | - €                   | - €                   | - €                   | - €                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>  | <b>1 280 303,47 €</b> | <b>1 124 819,00 €</b> | <b>1 164 239,00 €</b> | <b>1 204 047,40 €</b> | <b>1 244 251,97 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                                 | <b>728 369 €</b>      | <b>184 519 €</b>      | <b>197 683 €</b>      | <b>219 674 €</b>      | <b>246 805 €</b>      |

| BUDGET GEMAPI                                       | 2017                | 2018                | 2019                | 2020                | 2021                |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| charges à caractère général                         | 2 461,00 €          | 2 461,00 €          | 2 461,00 €          | 2 461,00 €          | 2 461,00 €          |
| charge de personnel                                 | 67 779,00 €         | 67 779,00 €         | 67 779,00 €         | 67 779,00 €         | 67 779,00 €         |
| atténuation de produits                             |                     |                     |                     |                     |                     |
| autres charges de gestion courante                  | 340 062,00 €        | 340 062,00 €        | 340 062,00 €        | 340 062,00 €        | 340 062,00 €        |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b>       | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> |
| charges financières                                 |                     |                     |                     |                     |                     |
| charges exceptionnelles                             |                     |                     |                     |                     |                     |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>  | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> | <b>410 302,00 €</b> |
|   |                     |                     |                     |                     |                     |
|   | <b>2017</b>         | <b>2018</b>         | <b>2019</b>         | <b>2020</b>         | <b>2021</b>         |
| atténuation de charges                              |                     |                     |                     |                     |                     |
| produits des services, du domaine, des ventes       |                     |                     |                     |                     |                     |
| impôts et taxes                                     | 427 124,00 €        | 435 666,48 €        | 444 379,81 €        | 453 267,41 €        | 462 332,75 €        |
| dotations et participations                         |                     |                     |                     |                     |                     |
| autres produits de gestion courante                 |                     |                     |                     |                     |                     |
| <b>TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE</b>           | <b>427 124,00 €</b> | <b>435 666,48 €</b> | <b>444 379,81 €</b> | <b>453 267,41 €</b> | <b>462 332,75 €</b> |
| produits exceptionnels                              |                     |                     |                     |                     |                     |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>427 124,00 €</b> | <b>435 666,48 €</b> | <b>444 379,81 €</b> | <b>453 267,41 €</b> | <b>462 332,75 €</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                                | <b>16 822 €</b>     | <b>25 364 €</b>     | <b>34 078 €</b>     | <b>42 965 €</b>     | <b>52 031 €</b>     |

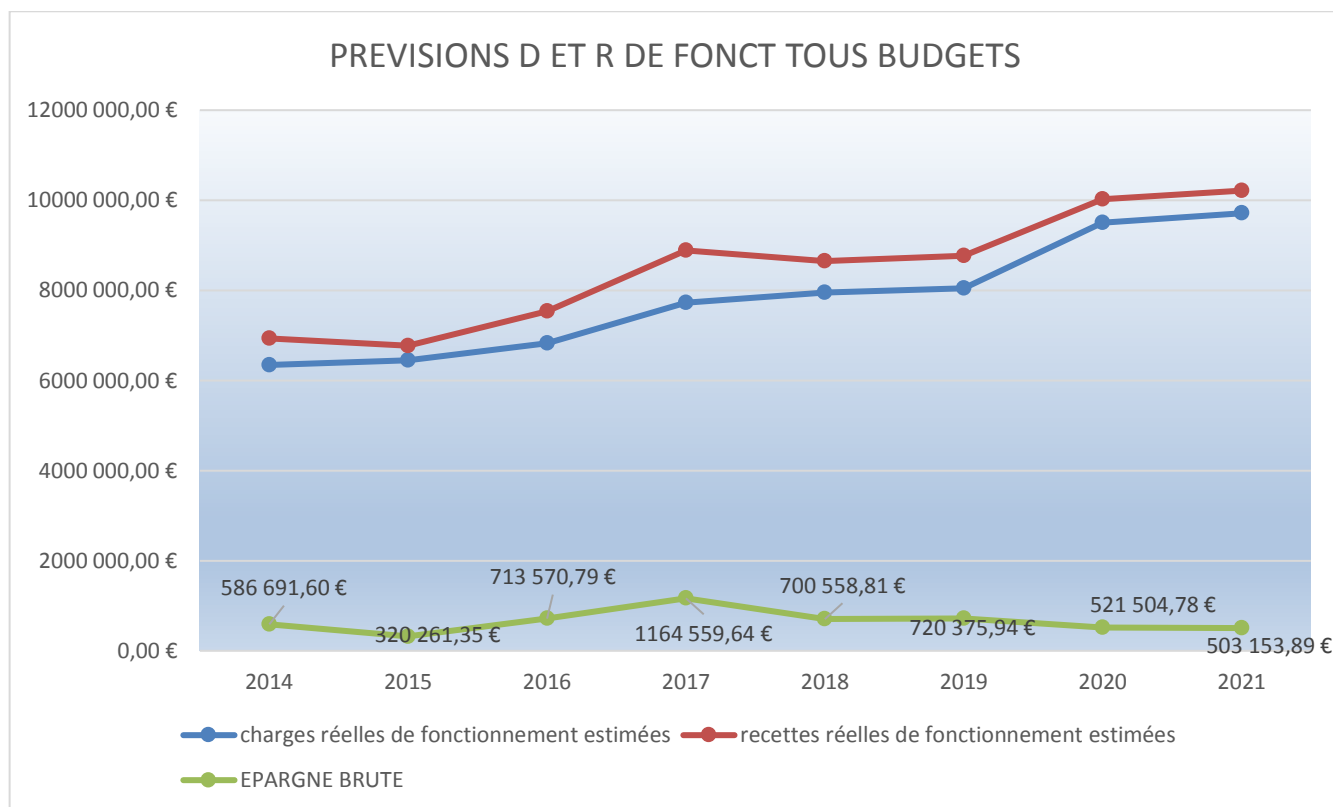
| PREVISION DE L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (TOUS BUDGETS) DE 2017 à 2021   |                    |                 |                    |                 |                    |                 |                     |                 |                     |                 |
|---|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|-----------------|
|   | 2017               | % / dép réelles | 2018               | % / dép réelles | 2019               | % / dép réelles | 2020                | % / dép réelles | 2021                | % / dép réelles |
| charges à caractère général   | 4 274 716 €        | 55,35%          | 4 360 210 €        | 54,84%          | 4 447 415 €        | 55,26%          | 5 336 897 €         | 56,19%          | 5 443 635 €         | 56,06%          |
| charge de personnel   | 1 732 064 €        | 22,43%          | 1 818 667 €        | 22,88%          | 1 855 041 €        | 23,05%          | 2 133 297 €         | 22,46%          | 2 175 963 €         | 22,41%          |
| atténuation de produits   | 237 812 €          | 3,08%           | 242 568 €          | 3,05%           | 247 420 €          | 3,07%           | 284 533 €           | 3,00%           | 290 223 €           | 2,99%           |
| autres charges de gestion courante  | 1 201 338 €        | 15,56%          | 1 225 365 €        | 15,41%          | 1 249 872 €        | 15,53%          | 1 437 353 €         | 15,13%          | 1 466 100 €         | 15,10%          |
| <b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b>   | <b>7 445 930 €</b> |                 | <b>7 646 811 €</b> |                 | <b>7 799 747 €</b> |                 | <b>9 192 080 €</b>  |                 | <b>9 375 921 €</b>  |                 |
| charges financières   | 165 347 €          | 2,14%           | 190 149 €          | 2,39%           | 133 104 €          | 1,65%           | 173 035 €           | 1,82%           | 198 991 €           | 2,05%           |
| charges exceptionnelles   | 111 131 €          | 1,44%           | 113 353 €          | 1,43%           | 115 620 €          | 1,44%           | 132 963 €           | 1,40%           | 135 623 €           | 1,40%           |
| <b>TOTAL DES CHARGES REELLES DE FONCT</b>   | <b>7 722 407 €</b> |                 | <b>7 950 313 €</b> |                 | <b>8 048 471 €</b> |                 | <b>9 498 078 €</b>  |                 | <b>9 710 534 €</b>  |                 |
| PREVISIONS D'EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (TOUS BUDGETS) DE 2017 à 2021     |                    |                 |                    |                 |                    |                 |                     |                 |                     |                 |
|   | 2017               | % / dép réelles | 2018               | % / dép réelles | 2019               | % / dép réelles | 2020                | % / dép réelles | 2021                | % / dép réelles |
| atténuation de charges  | 69 031 €           | 0,78%           | 70 411 €           | 0,81%           | 16 778 €           | 0,19%           | 20 134 €            | 0,20%           | 14 250 €            | 0,14%           |
| impôts, taxes, dotations, participations, produits des services, du domaine, des ventes | 7 764 416 €        | 87,37%          | 8 074 992 €        | 93,34%          | 8 236 492 €        | 93,93%          | 9 471 966 €         | 94,53%          | 9 661 405 €         | 94,59%          |
| subventions d'exploitation  | 470 070 €          | 5,29%           | 479 471 €          | 5,54%           | 489 061 €          | 5,58%           | 498 842 €           | 4,98%           | 508 819 €           | 4,98%           |
| autres produits de gestion courante   | 10 119 €           | 0,11%           | 10 321 €           | 0,12%           | 10 528 €           | 0,12%           | 11 054 €            | 0,11%           | 11 275 €            | 0,11%           |
| <b>GESTION COURANTE</b>   | <b>8 313 636 €</b> |                 | <b>8 635 197 €</b> |                 | <b>8 752 859 €</b> |                 | <b>10 001 996 €</b> |                 | <b>10 195 749 €</b> |                 |
| produits exceptionnels  | 573 332 €          | 6,45%           | 15 675 €           | 0,18%           | 15 988 €           | 0,18%           | 17 587 €            | 0,18%           | 17 939 €            | 0,18%           |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCT</b>  | <b>8 886 967 €</b> |                 | <b>8 650 871 €</b> |                 | <b>8 768 847 €</b> |                 | <b>10 019 583 €</b> |                 | <b>10 213 688 €</b> |                 |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>  | <b>1 164 560 €</b> |                 | <b>700 559 €</b>   |                 | <b>720 376 €</b>   |                 | <b>521 505 €</b>    |                 | <b>503 154 €</b>    |                 |

L'augmentation significative des charges et des recettes de fonctionnement prend en compte, à partir de 2020, de l'exercice de la compétence de l'eau potable et l'intégration du personnel des syndicats existants.

Epargne brute de 2014 à 2021 (tous budgets) :

|   | 2014                | 2015                | 2016                | 2017                  | 2018                | 2019                | 2020                | 2021                |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| charges réelles de fonctionnement estimées  | 6 344 011,40 €      | 6 451 781,82 €      | 6 827 606,90 €      | 7 722 407,46 €        | 7 950 312,60 €      | 8 048 471,27 €      | 9 498 078,30 €      | 9 710 534,45 €      |
| recettes réelles de fonctionnement estimées | 6 930 703,00 €      | 6 772 043,17 €      | 7 541 177,69 €      | 8 886 967,10 €        | 8 650 871,41 €      | 8 768 847,21 €      | 10 019 583,08 €     | 10 213 688,34 €     |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>                        | <b>586 691,60 €</b> | <b>320 261,35 €</b> | <b>713 570,79 €</b> | <b>1 164 559,64 €</b> | <b>700 558,81 €</b> | <b>720 375,94 €</b> | <b>521 504,78 €</b> | <b>503 153,89 €</b> |

L'épargne brute de 2017 n'est pas représentative, elle prend en compte les reprises d'excédents des budgets annexes de l'assainissement collectif (SIRA et Audruicq)



### 3.2. Section d'investissement de 2015 à 2017, par budget :

|  | 2015           | 2016           | 2017           | TOTAL SUR 3 ANS | MOYENNE/AN     |
|--|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| <b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b> |                |                |                |                 |                |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                    | 2 385 947,00 € | 3 041 121,00 € | 1 156 024,00 € | 6 583 092,00 €  | 2 194 364,00 € |
| <b>BUDGET OM</b>                         | 25 749,00 €    | 41 023,00 €    | 51 186,00 €    | 117 958,00 €    | 39 319,33 €    |
| <b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b>             | - €            | - €            | 1 490 291,00 € | 1 490 291,00 €  | 1 490 291,00 € |
| <b>TOTAL</b>                             | 2 411 696,00 € | 3 082 144,00 € | 2 697 501,00 € | 8 191 341,00 €  | 3 723 974,33 € |
| <b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b> |                |                |                |                 |                |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                    | 890 976,00 €   | 3 917 795,00 € | 1 119 827,00 € | 5 928 598,00 €  | 1 976 199,33 € |
| <b>BUDGET OM</b>                         | 476,00 €       | 21 306,00 €    | 6 483,00 €     | 28 265,00 €     | 9 421,67 €     |
| <b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b>             | - €            | - €            | 583 027,00 €   | 583 027,00 €    | 583 027,00 €   |
| <b>TOTAL</b>                             | 891 452,00 €   | 3 939 101,00 € | 1 709 337,00 € | 6 539 890,00 €  | 2 568 648,00 € |

Pour 2018, les efforts d'investissement de la CCRA se porteront sur la finalisation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), l'écopôle alimentaire et la maison des services publics.

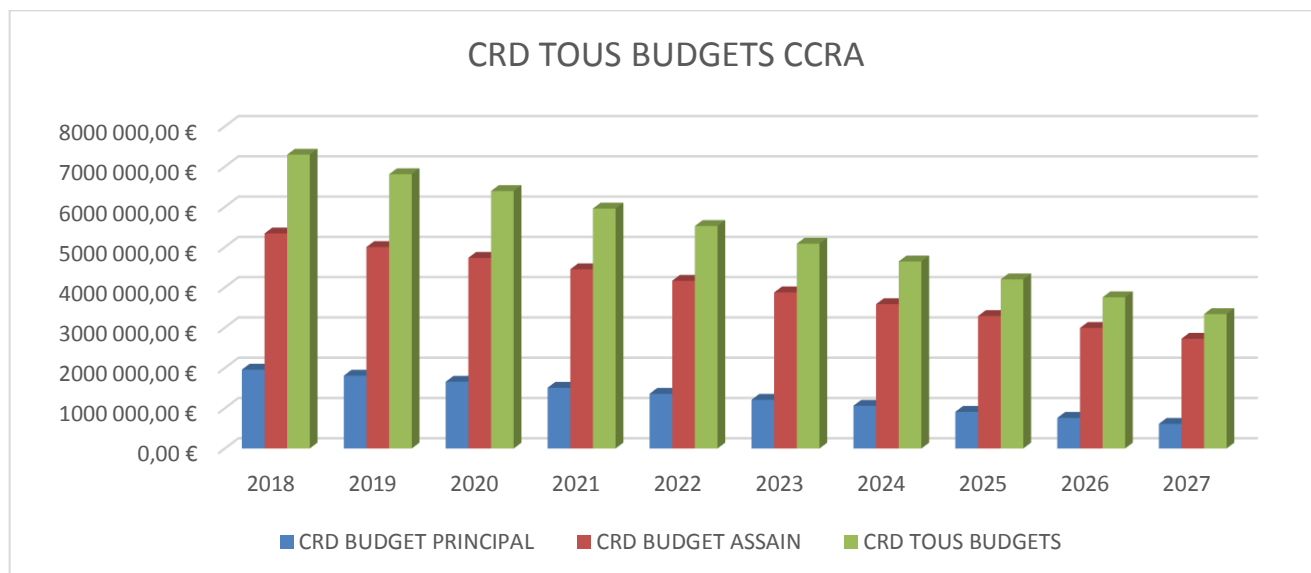
Les dépenses liées à l'aménagement de la zone d'activité feront l'objet d'un budget annexe.

A partir de 2017, le budget de l'assainissement génère à lui seul 1.5 M € de dépenses d'investissement financées en partie par l'Agence de l'Eau, les fonds de concours communaux et complétées par l'emprunt. En fonction des décisions qui seront prises quant aux modalités de financement des opérations d'investissement en matière d'assainissement collectif, un montant de travaux de 1.4 M € annuel engendrera 17.500 € de remboursement annuel au titre des avances de l'agence de l'eau et 24 500 € de remboursement d'emprunts (intérêt + capital) sur 25 ans.

La mise en place de la fibre numérique, sur la base de 38 € par raccordement, fera l'objet d'une première dépense en 2018 (investissement ou fonctionnement) évaluée à 1500€. L'effort financier de la CCRA sera significatif Sur les années 2019 à 2021 (117 400€ en 2019, 124 500€ en 2020, 71 600€ en 2021)

Une OPAH est également programmée, elle devait débiter en 2018. Bien que cette opération, d'un point de vue comptable, génère des dépenses de fonctionnement, il s'agit pour le territoire d'un véritable investissement en vue de diminuer le nombre de logements indignes ou très dégradés avec un important volet « économie d'énergie » et d'améliorer l'accessibilité des logements aux personnes handicapées.

### 3.3. Capital Restant Dû des emprunts (CRD)



Le CRD du budget principal n'est pas conséquent, il représente 73 € par habitant. Ce graphique ne tient cependant pas compte de l'emprunt décidé lors du vote du BP 2017 pour un montant de 1.155.000 € contracté en mars 2018. En le comptabilisant, le ratio sera porté à 112 € en 2018 pour diminuer les années suivantes.

Le budget de l'assainissement présente des ratios totalement différents. En effet, les travaux commencés pour équiper en assainissement collectif (STEP et réseaux) le secteur nord du territoire, a nécessité la réalisation d'emprunt et entraîne le remboursement d'avance à l'Agence de l'Eau sur une durée de 20 ans.

#### LES RATIOS

|      | CRD BUDGET PRINCIPAL | CRD BUDGET ASSAIN | CRD TOUS BUDGETS | RATIO PAR HAB * | EN COURS DETTE /RRF ** | DETTE/EPARGNE BRUTE |
|------|----------------------|-------------------|------------------|-----------------|------------------------|---------------------|
| 2018 | 1 957 429,00 €       | 5 338 527,00 €    | 7 295 956,00 €   | 265,31 €        | 84,34%                 | 10,41               |
| 2019 | 1 807 909,00 €       | 5 001 965,00 €    | 6 809 874,00 €   | 247,63 €        | 77,66%                 | 9,45                |
| 2020 | 1 658 389,00 €       | 4 734 651,00 €    | 6 393 040,00 €   | 232,47 €        | 63,81%                 | 12,26               |
| 2021 | 1 508 869,00 €       | 4 449 360,00 €    | 5 958 229,00 €   | 216,66 €        | 58,34%                 | 11,84               |
| 2022 | 1 359 348,00 €       | 4 164 520,00 €    | 5 523 868,00 €   | 200,87 €        |                        |                     |
| 2023 | 1 209 828,00 €       | 3 876 272,00 €    | 5 086 100,00 €   | 184,95 €        |                        |                     |
| 2024 | 1 060 308,00 €       | 3 584 491,00 €    | 4 644 799,00 €   | 168,90 €        |                        |                     |
| 2025 | 910 788,00 €         | 3 289 043,00 €    | 4 199 831,00 €   | 152,72 €        |                        |                     |
| 2026 | 761 267,00 €         | 2 992 655,00 €    | 3 753 922,00 €   | 136,51 €        |                        |                     |
| 2027 | 611 747,00 €         | 2 725 655,00 €    | 3 337 402,00 €   | 121,36 €        |                        |                     |

RRF = recettes réelles de fonctionnement

\*Le ratio par habitant pour l'ensemble des EPCI à fiscalité additionnelle était de 169 €. Cependant, rares sur les EPCI à fiscalité additionnelle déjà dotées de la compétence de l'assainissement collectif, compétence qui engendre toujours un taux d'endettement plus élevé, surtout lorsque les investissements sont à réaliser.

\*\*le ratio est de 53 % pour l'ensemble des EPCI à fiscalité additionnelle. Idem paragraphe précédent.

## 4. Les orientations pour l'année 2018 et les projets structurants pour l'avenir

14

Pour le budget 2018, il est proposé, en plus de ceux entrepris et non achevés, de prendre en compte les investissements suivants :

- Continuation des travaux d'aménagement de l'écopôle alimentaire
- La transformation de la Maison Rurale en Maison de Services Au Public
- Le plan climat (PCAET) et l'aboutissement du PLUI
- Les études relatives à l'aménagement du Parc d'Activité de la Porte d'Opale
- La mise en place de la fibre numérique,
- L'OPAH
- Le développement de l'économie touristique

### Contexte budgétaire et institutionnel

#### Pas d'augmentation des taux d'imposition en 2017

La CCRA a fait le choix de ne pas augmenter les quatre taxes (TH, TFPB, TFPNB et CFE) en 2017.

|                                     | TAUX de 2001 à 2015 | Taux 2016 et 2017 |
|-------------------------------------|---------------------|-------------------|
| TAXE D'HABITATION                   | 5.55                | 6,56              |
| TAXE FONCIERE PROPRIETES BATIES     | 3.28                | 3,88              |
| TAXE FONCIERE PROPRIETES NON BATIES | 7.48                | 8,84              |
| COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES | 4.64                | 5,49              |

#### L'effectif de la CCRA

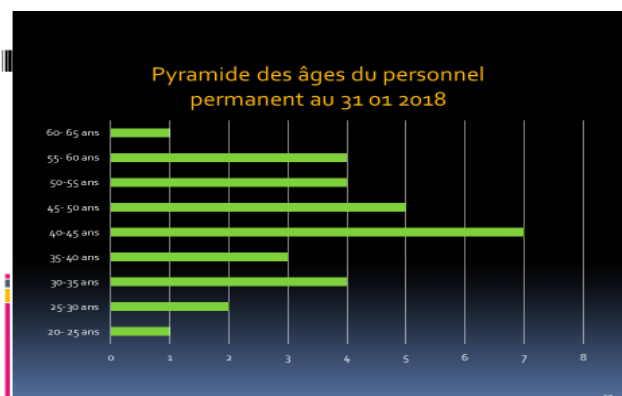
Toujours dans un objectif de maîtrise **des charges de fonctionnement, outre les créations de poste décidées lors du dernier conseil communautaire**, la masse salariale ne devrait pas évoluer avant 2020, date d'exercice de la compétence de l'eau potable avec l'intégration dans les services de la CCRA des agents des syndicats des Eaux d'Audruicq et de la Vallée de la Hem Nord, et d'une partie des agents du SIRA (entre 9 et 11 agents au total) (Sauf si cette prise de compétence est anticipée).

Si l'on prend en compte le fonctionnement de la piscine intercommunale (8 agents) et l'exercice de la compétence de l'assainissement en régie (4 pour les études et l'exploitation), la CCRA ne dispose pas d'un effectif important.

Le temps de travail est de 35 heures par semaine

**LES EFFECTIFS EN POSTE au 31 01 2018**

|                           | CCRA   | CIAS |
|---------------------------|--|------|
| TITULAIRES                | 31 dont 25 TP, 3 temps réduits et 3 temps partiels, (30 en activité) | 6    |
| CONTRACTUELS              | 6 dont 4 ETP   | 0    |
| VACATAIRES                | 1  |      |
| TOTAL en activité         | 37   | 6    |
| TOTAL GENERAL en activité |  | 43   |



| Services                      | Libellé emploi  | Grade minimum   | Nombre de postes | besoin 2019 | besoin 2020      | besoin 2021      |
|-------------------------------|---|---|------------------|-------------|------------------|------------------|
| <b>Direction</b>              | Directeur   | Attaché   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Directeur<br>du Service Urbanisme et développement économique                     | Attaché   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Directeur<br>du Service Animation et développement local                          | Attaché   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Directeur<br>du Service, Travaux, Risques, Environnement Piscine                  | Attaché   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Assistant de direction responsable du service financier                           | Rédacteur   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | <b>Service Général et administratif</b>   | Agent chargé des marchés publics et de développement d'activités sociales | Attaché          | 1           | 1                | 1                |
| Secrétaire et agent d'accueil |   | Adjoint Administratif   | 3                | 3           | 1                | 1                |
| Agent chargé de communication |   | Adjoint Administratif   | 1                | 1           | 1                | 1                |
| <b>Service Environnement</b>  | Chargé de suivre les dossiers PCAET, déchets Ménagers, Gemapi, Submersion marine, | Adjoint technique   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Chargé d'études en assainissement   | Technicien  | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Agent d'exploitation des stations et des réseaux d'assainissement                 | Adjoint technique   | 2                | 2           | 1                | 1                |
|                               | Agent comptable   | Adjoint Administratif   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Agent de contrôle   | Adjoint Administratif   | 1                | 1           | 1                | 1                |
| <b>Service piscine</b>        | Chef de bassin  | Educateur des activités physiques et sportives                            | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Maitre-Nageur Sauveteur   | Educateur des activités physiques et sportives                            | 3                | 3           | 3                | 3                |
|                               | Agent d'accueil et d'entretien  | Adjoint Technique   | 3<br>1           | 3           | 3                | 3                |
|                               | Agent d'entretien des installations techniques                                    | Adjoint Technique   | 1                | 1           | 1                | 1                |
| <b>Service Technique</b>      | Agent Technique Chargé de la coordination du service                              | Adjoint Technique   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Agent Technique   | Adjoint Technique   | 5                | 5           | 5                | 5                |
|                               | Secrétaire  | Adjoint Administratif   | 1                | 1           | 1                | 1                |
| <b>Service Animation</b>      | Agent chargé de communication et responsable de la programmation culturelle       | Adjoint Administratif   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Agent chargé du développement touristique   | Adjoint Administratif   | 2                | 2           | 2                | 2                |
|                               | Agent du patrimoine   | Animateur   | 1                | 1           | 1                | 1                |
|                               | Agent chargé du développement des activités culturelles sportives et éducatives   | Adjoint d'animation   | 2                | 2           | 2                | 2                |
| <b>Service Eau potable</b>    | agents chargés de la facturation et des opérations comptables                     | Adjoint Administratif   |                  |             | 2 ou 3           | 2 ou 3           |
|                               | agents chargés de l'exploitation des réseaux et ouvrages                          | adjoint technique   |                  |             | 4 mini<br>7 maxi | 4 mini<br>7 maxi |
| <b>TOTAL</b>                  |   |   | 37 TC<br>1 TNC   |             |                  |                  |

## Conclusion

Les orientations budgétaires proposées pour l'année 2018 relèvent d'une volonté politique forte de mettre en œuvre le programme autour de priorités claires : Le Développement économique, la prise en compte de l'environnement et des risques « naturelles », la Culture, les aînés, la jeunesse et le sport, la mise en valeur des richesses patrimoniales, la lutte contre la prolifération du rat musqué, le numérique, le maintien de services publics répondant aux besoins de la population et d'infrastructures communautaires de qualité grâce à des projets structurants.

L'assainissement collectif tiendra une place importante dans les décisions des élus communautaires. Organiser le sud du territoire à l'instar de ce qui a été entrepris au nord de la CCRA, avec la station d'épuration Organica, reste un challenge important qui nécessitera de l'énergie et des moyens.

Une politique en matière de déchets ménagers visant à améliorer les performances de recyclage et de valorisation, tout en veillant à limiter la hausse de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères

La finalisation du PLUI en 2018 marquera l'aboutissement d'une démarche intercommunale lourde mais nécessaire pour le territoire. Ce document sera complété d'autres études tel le PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) dans le cadre d'un groupement de commande avec la CCPO.

Dans ce contexte, la CCRA se donne ainsi les moyens d'être toujours plus et toujours mieux une collectivité de proximité présente aux côtés de ses communes membres, de ses habitants et des associations locales.



## 5. Annexe

### Objectifs et obligations légales relatives au DOB :

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des collectivités locales. Il constitue la première étape du cycle budgétaire, rythmé par la prise de nombreuses décisions et conditionné par le vote du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- de positionner l'EPCI dans un contexte économique, réglementaire et financier en tension ;
- d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité ;
- de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif ;
- de définir la stratégie financière de la collectivité.

Pour rappel, la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (articles L. 2312-1, L 3312-1, L 4311-1, et L.5211-26 du code général des collectivités territoriales).

Une délibération sur le budget non précédée de ce débat est entachée d'illégalité et peut entraîner l'annulation du budget (TA Versailles, 28 décembre 1993, Commune de Fontenay le Fleury). Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi. Son contenu n'est pas précisé par les textes.

Toutefois :

- L'ordonnance du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales oblige l'assemblée délibérante à débattre, en sus des orientations budgétaires de l'exercice, des engagements pluriannuels envisagés par la collectivité.

- La circulaire du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics locaux, demande aux collectivités locales de mieux formaliser leur politique de gestion de la dette. Elle prévoit à ce titre une présentation annuelle de la politique d'endettement de la collectivité, qui peut être faite à l'occasion du vote du budget primitif ou du Débat d'Orientation Budgétaire.

- Par ailleurs, avant toute convocation des conseillers, une note explicative de synthèse doit leur être adressée au moins 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux des communes de plus de 3 500 habitants.

Enfin, **l'article 107 de la loi NOTRe est venu renforcer le formalisme du contenu du rapport relatif à la préparation du débat d'orientation budgétaire :**

- Outre les dispositions relatives au budget primitif 2016, l'exécutif est tenu de présenter un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que la structure et la gestion de la dette ;

• En complément, les EPCI de plus de 10 000 habitants (comprenant au moins une commune de 3 500 habitants) sont tenus de présenter la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution des rémunérations, avantages en nature, temps de travail, etc.) ;

• Les éléments du DOB de l'EPCI et de ses communes membres doivent mutuellement être communiqués.